

LES 150 ANS DE LA COMMUNE

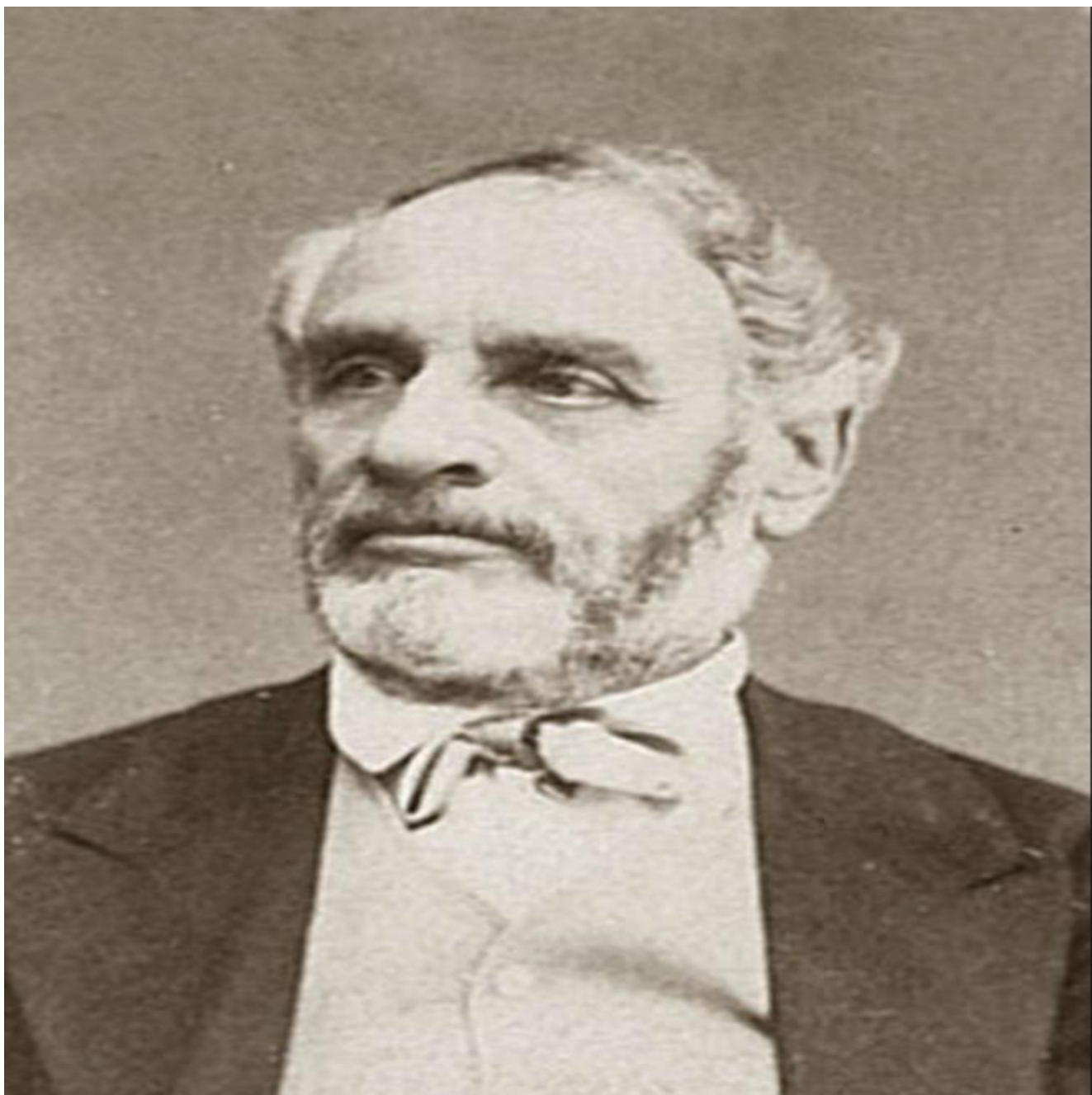
LA COMMUNE DE PARIS

Charles Delescluze, le journaliste citoyen de la Commune

22 MAI 2021 PAR : LAURENT MAUDUIT

Délégué à la guerre de la Commune, il est mort voici cent cinquante ans sur la barricade du boulevard Voltaire. Fondateur de très nombreux journaux, sous la Monarchie de Juillet comme sous le second Empire, il est l'un des grands symboles, au XIX^e siècle, du journalisme engagé

La scène se déroule le 25 mai 1871, voici très exactement cent cinquante ans. Ce jour-là, Charles Delescluze, que la Commune a désigné le 10 mai précédent délégué à la guerre, apprend que l'armée versaillaise continue sa terrible et meurtrière progression dans les rues de Paris. Après avoir conquis Montmartre l'avant-veille, elle a eu raison, la veille, de la barricade de la rue Soufflot et a pris position sur la place de la Concorde. Et voici maintenant que la barricade du boulevard Voltaire est à son tour sous sa menace.



Charles Delescluze (1871)

Accompagné d'une centaine d'hommes, Charles Delescluze (1809-1871)

part donc de la mairie du XI^e arrondissement, où il se trouve, pour se rendre

boulevard Voltaire. Parmi ceux qui le suivent figure un citoyen dénommé

François Jourde (1843-1893), comptable de profession et promu pour cette

raison délégué aux finances de la Commune, qui quelques années plus tard, en 1877, racontera la suite des événements dans ses *Souvenirs d'un membre de la Commune* : « *Je fus frappé par l'aspect calme et sévère du vieux révolutionnaire. Sa mise correcte tranchait avec le désordre des vêtements de ceux qui l'accompagnaient. Frais rasé, il portait une chemise éclatante retenue par trois boutons d'or; son chapeau de soie noire était irréprochable. Un pardessus demi-saison recouvrait une redingote noire, boutonnée soigneusement dans toute sa longueur. Ses bottines étaient fines et élégantes. Pour mourir, Delescluze avait retrouvé toute sa force, toute sa virilité, il avait fait soigneusement et coquettement sa dernière toilette.* »

De fait, tous les témoignages concordent. Charles Delescluze, qui a combattu sans relâche depuis plus de quarante ans, de la Monarchie de Juillet jusqu'au second Empire, à la gauche du parti républicain, en défense de la République contre la Monarchie puis l'Empire, et qui en a payé le prix par des condamnations innombrables, des séjours interminables et répétés en prison, de longues années en exil, et même au bagne de Cayenne, pressent que la Commune est en passe d'être vaincue et que sa propre fin

est proche. Alors, c'est malgré tout avec panache qu'il avance vers la barricade du boulevard Voltaire.

Lui-même veut être à la hauteur des événements tragiques qui se déroulent.

Il s'approche de la barricade. Beaucoup le pressent de s'arrêter, de se protéger. Charles Delescluze, « *insoucieux du danger, marchait toujours du même pas grave et mesuré* », poursuit François Jourde.

L'historien Marcel Dessal (1902-1977) qui sera l'un des très rares, longtemps plus tard, à consacrer une biographie au personnage, sous le titre *Un révolutionnaire jacobin, Charles Delescluze* (Librairie Marcel Rivière et Cie, 1952), raconte en ces termes la fin tragique de l'histoire : « À vingt mètres de la barricade dont les maisons voisines brûlaient, plusieurs de ceux qui l'accompagnaient le supplièrent en vain de s'arrêter. Il serra quelques mains et continua sa route. On le vit s'engager dans le chemin couvert de la barricade, puis gravir les pavés. Il avait ouvert son pardessus de façon à laisser bien voir son écharpe rouge à franges d'or de membre de la Commune. Lorsqu'il fut à découvert, une rafale de balles salua son apparition. Quelques secondes plus tard, il tombait foudroyé. »

Malgré cette attitude héroïque, il faut pourtant avouer que Charles Delescluze fait partie des figures de la Commune qui ne sont guère souvent honorées. Et c'est assurément une injustice de l'histoire. Pour une double raison : parce que c'est une figure importante de la Commune qui tombe ce jour-là ; et puis surtout parce que Charles Delescluze est l'un des journalistes qui ont marqué le XIX^e siècle. On ne peut donc pas commémorer les cent cinquante ans de sa terrible mort sans souligner qu'il a incarné, tout au long de sa vie, une certaine conception du journalisme. Appelons-le comme on voudra : le journalisme engagé, le journalisme rebelle. Ou tout bonnement, le journalisme-citoyen...

De tous temps, ce n'est certes pas la seule forme de journalisme qui existe. À côté de la figure du journalisme rebelle, il y a son exact opposé, celle du journalisme courtisan, du journalisme de salon.

Au XIX^e siècle, en France – comme d'ailleurs toujours aujourd'hui –, ces deux formes de journalisme cohabitent et s'opposent. Il y a d'abord le journalisme de connivence ou d'influence, cet univers animé d'ambitions médiocres et de suffisance inculte, qui est pour le moins répandu. C'est

l'univers que décrit par exemple Honoré de Balzac (1799-1850)

dans Splendeurs et misères des courtisanes, quelques années seulement avant

le second Empire : « *Quiconque a trempé dans le journalisme ou y trempe*

encore est dans la nécessité cruelle de saluer les hommes qu'il méprise, de

sourire à son meilleur ennemi, de pactiser avec les plus fétides bassesses, de se

salir les doigts en voulant payer ses agresseurs avec leur monnaie. On

s'habitue à voir faire le mal ; on commence par l'approuver, on finit par le

commettre. À la longue l'âme, sans cesse maculée par de honteuses et

continuelles transactions, s'amoindrit, le ressort des pensées nobles se rouille,

les gonds de la banalité s'usent et tournent d'eux-mêmes. Les Alcestes

deviennent des Philintes, les caractères se détrempe, les talents

s'abâtardissent, la foi dans les belles œuvres s'envole. Tel qui voulait

s'enorgueillir de ses pages se dépense en de tristes articles que sa conscience

lui signale tôt ou tard comme autant de mauvaises actions. On était

venu [...] pour être un grand écrivain, on se retrouve un impuissant

folliculaire. Aussi ne saurait-on trop honorer les gens chez qui le caractère est

à la hauteur du talent [...] qui savent marcher d'un pied sûr à travers les écueils de la vie littéraire. »

Charles Delescluze, lui, n'est pas de cette trempe-là. De tous les combats républicains à partir du début des années 1830, il ne cesse ainsi de créer des journaux, qui sont traduits devant les tribunaux ou interdits. Poursuivi ainsi pour complot en 1836, il trouve refuge en Belgique, et commence pour la première fois à travailler pour divers journaux ou feuilles dont *L'Observateur*, *L'Émancipation* ou *L'Enclume*.

Profitant d'une amnistie décrétée en avril 1840, il rentre brièvement en France puis retourne à Bruxelles. Selon le récit de Marcel Dessal, il devient alors rédacteur-gérant du *Journal de Charleroi* et lance simultanément en 1839, toujours en Belgique, une revue satirique, *Le Pasquino*.

De retour en France au début de 1841, il trouve du travail dans un journal de Valenciennes, *L'Impartial du Nord*, où il multiplie les libelles contre la Monarchie de Juillet, ce qui lui vaut une condamnation à un mois de prison

et 2 000 francs d'amende pour un article contre le pouvoir. Le bouillonnant journaliste découvre donc la prison de Valenciennes.

Devenu l'unique propriétaire de *L'Impartial du Nord* en septembre 1847, il vibre quand il apprend le début de l'insurrection à Paris, le 22 février 1848, et c'est à son instigation que la République est proclamée trois jours plus tard à Valenciennes. Proche depuis plusieurs années d'Alexandre Ledru-Rollin (1807-1874), il est nommé par lui le 28 février commissaire du gouvernement pour le département du Nord, ce que *L'Impartial* annonce en ces termes : « *Le rédacteur en chef de L'Impartial vient d'être appelé par le gouvernement provisoire à des fonctions qu'il était loin d'ambitionner. S'il les accepte, c'est que son patriotisme lui en fait un devoir mais il ne les gardera que le temps strictement nécessaire pendant lequel son concours sera jugé indispensable par le gouvernement provisoire. Le citoyen Delescluze ne veut pas briser sa plume de journaliste.* »

Cette fonction, le citoyen Delescluze l'accepte donc par fidélité à Ledru-Rollin, mais c'est assurément l'une des rares pages sombres de son parcours, car il veut maintenir l'ordre et mate plusieurs rébellions dans le

département. Ce qui lui vaudra, avec beaucoup d'autres républicains, d'être vivement critiqué par Karl Marx (1818-1883) et tout autant par Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), qui a, à l'époque, ces mots sévères : *« Avec vos grands mots de guerre aux rois et de fraternité aux peuples, avec vos parades révolutionnaires, et tout ce tintamarre de démagogues, vous n'avez été jusqu'à présent que des blagueurs. »*

Mais rapidement, Charles Delescluze veut reprendre ses activités de journaliste. Rentré à Paris, il décide donc de fonder un nouveau journal, *La Révolution démocratique et sociale*, dont le premier numéro paraît en novembre 1848 avec, selon Marcel Dessal, une profession de foi signée de la main de Delescluze dans laquelle il explique que le renversement de la royauté n'était qu'un moyen et que le but était la réforme sociale. Or, que se passe-t-il aujourd'hui, interroge-t-il ? *« Nous avons la République mais avec les institutions monarchiques, avec la corruption et le privilège sous toutes ses formes, avec tous les fléaux du régime ancien. Il n'y a rien de changé en France, il n'y a qu'une dynastie de moins. »* Une formule qui

résumait bien l'époque mais qui, cent cinquante ans plus tard, a toujours en France une forte résonance.

À la tête de *La Révolution démocratique et sociale*, le journaliste citoyen, qui fait toujours cause commune avec Ledru-Rollin et qui essaie de préparer sa candidature à l'élection présidentielle du 10 décembre 1848 – elle sera finalement remportée par Louis-Napoléon Bonaparte –, il écope à nouveau de nombreuses condamnations et doit finalement s'enfuir pour échapper à la répression. Cette fois, c'est à Londres qu'il trouve refuge. Mais, même en exil, le journaliste ne veut pas lâcher la plume. Infatigable, il fonde un nouveau journal en juillet 1850, qu'il baptise *Le Proscrit*.

À peine né, le journal est interdit. Charles Delescluze, qui rien ne décourage, crée aussitôt une autre publication, *La Voix du proscrit*, qui lors de son lancement affirme combattre « *pour le triomphe total et définitif de la République sociale* ». Peine perdue ! Ce nouveau journal est à son tour interdit.

« *Place au peuple, aux combattants aux bras nus !* »

Mais, finalement, Charles Delescluze n'en peut plus de l'exil, et malgré les risques d'un retour en France où sévit l'Empire autoritaire, il revient clandestinement à Paris où, à peine deux mois plus tard, le 15 octobre 1853, il est arrêté, puis condamné le 7 mars 1854 à quatre ans de prison, 1 000 francs d'amende et dix ans d'interdiction de séjour.

Commence alors pour Charles Delescluze une vie d'errance malheureuse.

Enfermé à la prison de Belle-Île jusqu'en décembre 1857, il est ensuite envoyé en Corse, dans celle de Corte, puis finalement au bagne de Cayenne où il reste jusqu'à l'amnistie décrétée en août 1859 par Napoléon III.

Charles Delescluze revient donc alors à Paris, et quelques années plus tard, crée un journal, *Le Réveil*, dont le premier numéro sort le 2 juillet 1868 et qui aura vite une grande notoriété. Il faut dire que le journal change de ton par rapport à ceux qu'animait auparavant le journaliste : il s'applique à rassembler les républicains les plus résolus, mais s'ouvre aussi aux socialistes. Le journal apporte ainsi son soutien aux membres fondateurs français de l'Association internationale des travailleurs que la justice de Napoléon le Petit poursuit et qui sont condamnés en juin 1868.

Mais c'est à l'occasion d'un autre procès que *Le Réveil* va soudainement jouir de la plus grande notoriété. Avec d'autres journaux, Charles Delescluze a en effet l'idée de lancer une souscription dans le but d'édifier une statue en mémoire d'Alphonse Baudin (1811-1851). Et cette idée enflamme toute la gauche.

Et pour cause ! Car Alphonse Baudin, c'est ce député qui, le 3 décembre 1851, au lendemain du coup d'État de Louis-Napoléon, est fauché par les balles de la troupe après être monté sur une barricade du faubourg Saint-Antoine à Paris.

C'est le mort héroïque, celui qui est réputé pour être « *le médecin des pauvres* » dont Victor Hugo raconte avec indignation les derniers instants dans *Histoire d'un crime*. Pierre Larousse (1817-1875), qui en fut le témoin direct, en fait mention dans son fameux dictionnaire, édition de 1867 : « *Lors du coup d'État du 2 décembre, il se fit tuer sur une barricade du faubourg Saint-Antoine, enveloppé de son écharpe de représentant. Lorsque ce triste événement arriva, celui qui écrit ces lignes – l'auteur du Grand Dictionnaire – était à vingt pas de la malheureuse victime de nos dissensions politiques.* » Et c'est aussi le héros dont tous les républicains entretiendront plus tard le souvenir en colportant

sa répartie « *sublime* » qui faisait allusion au montant de l'indemnité journalière des parlementaires : « *Vous allez voir comment on meurt pour 25 francs.* »



Alphonse Baudin sur la barricade de la rue du Faubourg Saint-Antoine © Archives Charmet / Bridgeman Images

La scène se déroule donc à la hauteur du numéro 151 du Faubourg Saint-Antoine, à deux pas du croisement avec la rue de Cotte, c'est-à-dire à quelques pas seulement des bureaux de Mediapart, comme je l'avais souligné dans une vidéo, en 2008, lors du lancement de notre journal.

Durant de longues années, le mort n'est pas honoré. Voulant récupérer le corps du défunt, la famille s'engage auprès de la police à l'inhumer dans la discrétion. Le représentant du peuple est donc enterré en secret, le 5 décembre, au cimetière de Montmartre, en présence de sa seule famille et avec pour épitaphe, ces simples mots :« *Baudin, mort représentant du peuple, le 3 décembre 1851.* » Mais pour tous les républicains, Alphonse Baudin est devenu un héros grâce au récit de Victor Hugo. Il arrive donc ce qui était prévisible : longtemps respecté, le silence imposé par l'Empire sur ses propres crimes est finalement brisé peu avant sa chute.

Avec l'appui d'autres publications dont *L'Avenir national*, *Le Siècle*, *Le Temps*, le *Journal de Paris*, la *Tribune*, le directeur du *Réveil* Charles Delescluze décide donc de lancer dans son journal une souscription pour ériger une statue à la mémoire du député martyr. L'initiative est applaudie par tous les républicains. De son exil, Victor Hugo adhère à l'initiative : « *Élever un monument à Baudin, c'est élever un trophée au droit, pour lequel Washington a vécu et pour lequel Baudin est mort.* »

Mais le régime impérial, pour libéral qu'il veuille paraître depuis quelque temps, n'entend évidemment pas laisser le journaliste honorer le représentant du peuple assassiné. Devenu ministre de l'intérieur, Ernest Pinard, qui a longtemps sévi comme procureur – « *Mon petit Pinard* », l'appelait affectueusement Napoléon III –, ne veut pas en entendre parler.

Le directeur du *Réveil* est donc traduit, les 13 et 14 novembre 1868, devant la fameuse VI^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, celle-là même qui a condamné en 1857 Charles Baudelaire (1821-1867) pour outrage aux bonnes mœurs lors du procès des *Fleurs du mal*, après des réquisitions du même Ernest Pinard.

La défense de Charles Delescluze est assurée par un avocat inconnu de tout juste trente ans. Un jeune avocat qui va accéder à la notoriété en une seule journée – sans doute est-ce le seul mérite, même involontaire, de ce sinistre Pinard –, grâce à une plaidoirie qui est en réalité un violent réquisitoire contre l'Empire, il s'appelle Léon Gambetta (1838-1882) : « *Voilà dix-sept ans que vous êtes les maîtres absolus et discrétionnaires de la France, c'est votre mot, vous n'avez jamais osé dire nous célébrerons, nous mettrons au*

rang des célébrités de la France le 2 décembre comme un anniversaire national, parce que vous savez que si vous vouliez l'y mettre, la conscience universelle les repousserait. Eh bien ! Cet anniversaire dont vous n'avez pas voulu, nous le revendiquons, nous le prenons pour nous, nous le fêterons toujours incessamment chaque année, ce sera l'anniversaire de nos morts jusqu'au jour où le pays, redevenu le maître, vous imposera la grande expiation nationale au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. »

Et le jeune avocat, que nul encore ne connaît, s'enflamme : « *Rappelez-vous ce que c'est que le 2 décembre ! Rappelez-vous ce qui s'est passé ! Oui le 2 décembre, autour d'un prétendant se sont groupés des hommes que la France ne connaissait pas jusque-là, qui n'avaient ni talent, ni honneur, ni rang, ni situation, de ces gens qui à toutes les époques sont des complices des coups de force, de ces gens dont on peut répéter ce que Cicéron a dit de la tourbe qui entourait Catilina : un tas d'hommes perdus de dettes et de crimes. »* Peine perdue ! Malgré l'extraordinaire plaidoirie qui passera à la postérité, Charles Delescluze est tout de même condamné à six mois de prison ferme, avec de nouveau privation de ses droits civiques.

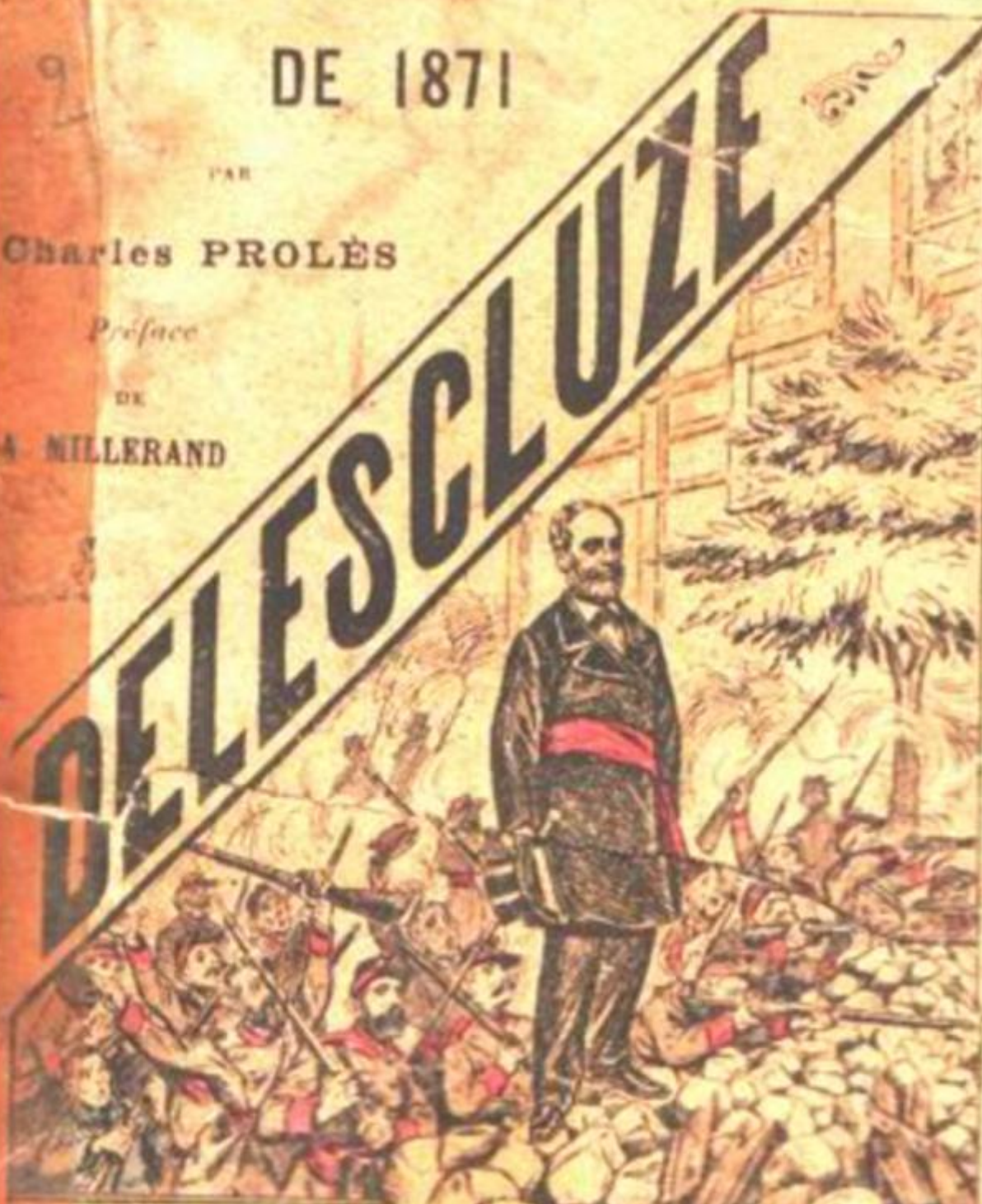
Un bref moment, la nouvelle notoriété dont jouit Charles Delescluze est ternie. Quand le 19 juillet 1870, Napoléon III déclare la guerre au roi de Prusse, *Le Réveil* opère un tournant patriotique. « *Je t'envoie Le Réveil ; tu y verras l'article du vieux Delescluze : c'est du plus pur chauvinisme* », s'agace Marx quelques jours plus tard dans une lettre à son ami Friedrich Engels (1820-1895).

Mais quand Napoléon III capitule, le 2 septembre 1870, puis quand le siège de Paris commence et surtout, quand éclate, le 18 mars 1871, la Commune de Paris, Charles Delescluze redonne de la voix, avec la vigueur qu'on lui a le plus souvent connu. Délégué à la guerre, il fait ainsi, le 21 mai, placarder dans les rues de la ville une proclamation signée par lui, et reproduite dans le *Journal officiel* : « *Au peuple de Paris, à la garde nationale. Citoyens, assez de militarisme, plus d'états-majors galonnés et dorés sur toutes les coutures ! Place au peuple, aux combattants aux bras nus ! L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné.* »

LES HOMMES DE LA RÉVOLUTION
DE 1871

PAR
Charles PROLÈS

Préface
DE
A MILLERAND



PARIS
CHAMUEL, Éditeur
5, rue de Saussure, 5
1898

(Tous droits réservés.)

Quatre jours plus tard, Charles Delescluze est tué sur la barricade du boulevard Voltaire. Ironie de l'histoire, il est fauché un peu de la même manière que le fut, vingt ans plus tôt, Alphonse Baudin sur la barricade du faubourg Saint-Antoine dont il a si vaillamment défendu la cause. Avec le même courage, le même désintéressement.

Il n'est donc que justice de commémorer les cent cinquante ans de la mort de Charles Delescluze. Car il a tout au long combattu pour la république et a fait le choix de mourir pour elle. C'est d'autant plus opportun que le fondateur du *Réveil*, le défenseur posthume d'Alphonse Baudin, n'a assurément pas la place qu'il mérite dans la mémoire collective.

À ma modeste échelle, j'ai essayé d'y remédier dès la création de Mediapart, le 16 mars 2008, en donnant à mon blog le nom de son journal, en hommage aux combats qu'il avait menés, en en expliquant les raisons à l'occasion de mon premier billet de blog. Par la suite, observant que le combat de Charles Delescluze pour Alphonse Baudin n'avait pas abouti, puisque sa statue, après avoir été tardivement construite, avait été détruite sous l'Occupation et jamais reconstruite depuis, j'ai pris l'initiative d'un

« Appel pour Baudin », contresigné par de nombreux historiens. Mais

l'effort collectif n'a pas plus abouti : symbole du combat en défense de la

république, la statue de Baudin voulue par Delescluze n'a jamais été

reconstruite. Si, à la suite de l'appel des historiens et des élus du

quartier, un « vœu pour la reconstruction de la statue d'Alphonse Baudin » a

bien été voté par la majorité municipale du XII^e arrondissement de Paris,

en décembre 2011, la maire (PS) de Paris Anne Hidalgo n'y a jamais donné

suite.

Et puis, Charles Delescluze, c'est donc aussi l'un des grands symboles au

XIX^e siècle du journalisme engagé, infatigable militant de la cause

démocratique. Combat sans fin, qu'il est juste de célébrer, tant il est utile

aujourd'hui de faire grossir les rangs de ceux qui veulent continuer à le

mener, au service des citoyens...